



**Conseil Economique  
et Social**

Distr.  
LIMITEE

E/1995/L.39  
20 juillet 1995

FRANCAIS  
Original : ANGLAIS

---

Session de fond de 1995  
Genève, 26 juin - 28 juillet 1995  
Point 7 de l'ordre du jour

COOPERATION REGIONALE DANS LES DOMAINES ECONOMIQUE ET SOCIAL  
ET DANS LES DOMAINES CONNEXES

Bolivie\*, Etats-Unis d'Amérique, Israël\*, Jordanie\*,  
Norvège et République de Corée : projet de résolution

Processus de paix au Moyen-Orient

Le Conseil économique et social,

Rappelant la résolution 49/88 de l'Assemblée générale en date  
du 16 décembre 1994,

Réaffirmant sa résolution 1994/44 en date du 29 juillet 1994,

Rappelant également la convocation à Madrid, le 30 octobre 1991,  
de la Conférence de la paix sur le Moyen-Orient, sur la base des résolutions  
242 (1967) et 338 (1973) du Conseil de sécurité, en date, respectivement,  
des 22 novembre 1967 et 22 octobre 1973 et les négociations bilatérales qui  
ont suivi, ainsi que les réunions des groupes de travail multilatéraux, et  
notant avec satisfaction le large appui que le processus de paix rencontre  
dans la communauté internationale,

Notant que l'Organisation des Nations Unies continue de prendre part  
pleinement et de façon constructive aux travaux des groupes de travail  
multilatéraux, en tant que participant extérieur à la région,

Ayant à l'esprit la Déclaration de principes sur des arrangements  
intérimaires d'autonomie, signée à Washington, le 13 septembre 1993, par

---

\*/ Conformément à l'article 72 du règlement intérieur du Conseil  
économique et social.

le Gouvernement de l'Etat d'Israël et l'Organisation de libération de la Palestine 1/, ainsi que l'Accord sur la bande de Gaza et la zone de Jéricho, signé ultérieurement au Caire le 4 mai 1994 par le Gouvernement de l'Etat d'Israël et l'Organisation de libération de la Palestine, représentante du peuple palestinien 2/,

Ayant également à l'esprit l'Accord entre Israël et la Jordanie concernant un programme conjoint, signé à Washington, le 14 septembre 1993, la Déclaration de Washington 3/ signée par les Gouvernements jordanien et israélien le 25 juillet 1994, et le Traité de paix entre Israël et la Jordanie, en date du 26 octobre 1994,

Accueillant avec satisfaction la Déclaration de Casablanca, adoptée lors du Sommet économique pour le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord 4/, tenu à Casablanca du 30 octobre au 1er novembre 1994,

1. Se félicite du processus du paix engagé à Madrid et appuie les négociations bilatérales qui y font suite;
2. Souligne l'importance et la nécessité d'instaurer une paix globale, juste et durable au Moyen-Orient;
3. Appuie sans réserve les progrès réalisés à ce jour dans le processus de paix, en particulier la Déclaration de principes sur des arrangements intérimaires d'autonomie, signée par le Gouvernement de l'Etat d'Israël et l'Organisation de libération de la Palestine, l'Accord sur la bande de Gaza et la zone de Jéricho, signé ultérieurement par le Gouvernement de l'Etat d'Israël et l'Organisation de libération de la Palestine, représentante du peuple palestinien, l'accord que ces derniers ont conclu le 29 août 1994 sur le transfert préparatoire des pouvoirs et responsabilités, l'Accord entre Israël et la Jordanie concernant un programme conjoint, la Déclaration de Washington signée par les Gouvernements jordanien et israélien le 25 juillet 1994 et le Traité de paix entre Israël et la Jordanie en date du 26 octobre 1994, qui constituent des pas importants vers l'instauration d'une paix globale, juste et durable au Moyen-Orient, et engage toutes les parties à appliquer les accords conclus;

---

1/ A/48/486 - S/26560, annexe.

2/ A/49/180 - S/1994/727, annexe.

3/ A/49/300 - S/1994/939, annexe.

4/ A/49/645, annexe.

4. Appuie également les négociations en cours entre Israël et l'Organisation de libération de la Palestine en ce qui concerne les modalités à suivre pour les élections sur la Rive occidentale et dans la bande de Gaza, le redéploiement des forces israéliennes, et la poursuite du transfert des responsabilités sur la Rive occidentale à l'Autorité palestinienne, et demande instamment aux parties de conclure ces négociations dès que possible;

5. Se félicite des résultats de la Conférence de soutien à la paix au Moyen-Orient, organisée à Washington, le 1er octobre 1993, notamment de la création du Comité de liaison ad hoc, et des travaux menés ultérieurement par le groupe consultatif de la Banque mondiale, se félicite également de la désignation par le Secrétaire général du Coordonnateur spécial des Nations Unies dans les territoires occupés, et demande instamment aux Etats Membres d'accélérer et d'accroître l'assistance économique, financière et technique au peuple palestinien durant la période intérimaire;

6. Souligne la nécessité de faire rapidement progresser les négociations arabo-israéliennes sur d'autres aspects du processus de paix;

7. Demande à tous les Etats Membres d'apporter une assistance économique, financière et technique aux parties de la région et d'appuyer le processus de paix;

8. Se félicite de la tenue du Sommet économique pour le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord, qui aura lieu à Amman, du 29 au 31 octobre 1995, et exprime l'espoir que ce Sommet contribuera à la promotion de la coopération régionale et internationale au Moyen-Orient et en Afrique du Nord;

9. Considère que l'Organisation des Nations Unies peut jouer un rôle utile en participant activement au processus de paix au Moyen-Orient et en contribuant à l'application de la Déclaration de principes;

10. Encourage le développement et la coopération au niveau régional dans les domaines où des travaux ont déjà été entrepris pour donner suite à la Conférence de Madrid.

-----